



Altermondialisation, développement et démocratie : la contribution des organisations de coopération internationale (OCI)

**Abdou Salam Fall, Louis Favreau
et Gérald Larose**

Notes sur les auteurs

Abdou Salam Fall (Sénégal) est sociologue à l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anda Diop de Dakar et co-coordonnateur du programme Création de richesse en contexte de précarité (CRCP). Il est également président du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS)

Louis Favreau (Québec, Canada) est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Il est chercheur au Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie, les entreprises et les syndicats (CRISES) et au Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

Gérald Larose (Québec, Canada) est professeur en travail social à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et dirige le Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ). Il est aussi chercheur associé au CRISES et vice-président du RIPESS.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Comparaisons internationales N° 10

ISBN : 2-89251-205-0

Juin 2004

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
TABLE DES TABLEAUX	2
INTRODUCTION	3
1. APRÈS 40 ANS D'ÉCHEC DU DÉVELOPPEMENT AU SUD, QUEL DÉVELOPPEMENT?	3
1.1. LE VIRAGE SOCIOÉCONOMIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX	5
1.2. LE RENOUVELLEMENT DU DÉVELOPPEMENT AUJOURD'HUI	7
2. MOUVEMENTS SOCIAUX INTERNATIONAUX ET ACTION POLITIQUE	16
2.1. LA NOUVELLE CONJONCTURE INTERNATIONALE	16
2.2. LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX INTERNATIONAUX.....	18
2.2.1 <i>Les conditions d'émergence du mouvement altermondialiste</i>	19
2.2.2 <i>Les principales caractéristiques</i>	20
2.2.3 <i>Un nouveau cycle de mobilisation capté par la guerre</i>	21
2.2.4 <i>Forces et faiblesses du mouvement altermondialiste : quel avenir?</i>	21
2.2.5 <i>Le rôle des OCI : prestation de services ou combat pour le développement?</i>	23
EN GUISE DE CONCLUSION	26
BIBLIOGRAPHIE	27
LISTE DES SIGLES	30

Table des tableaux

TABLEAU 1 : ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT (EN SOUTIEN AUX OEP)	13
TABLEAU 2 : PREMIER ET SECOND DÉVELOPPEMENT : LES PASSERELLES ENTRE LES DEUX	15

Introduction

Deux questions centrales se posent pour les organisations de coopération internationale (OCI) et tous ceux et celles qui réfléchissent et agissent dans la perspective d'une mondialisation autre, plus équitable, plus humaine. La première a trait au développement économique : après 40 ans d'échec du développement au Sud, quel développement aujourd'hui? Devons-nous proposer la fin du développement, en d'autres termes, l'abandon de la notion de développement pour celle de décroissance durable ou maintenir celle de développement durable et re-proposer celle de «développement de l'intérieur»? La perspective issue des organisations économiques populaires (OEP) et de la création de richesses en contexte de précarité fournit à cet égard certains éclairages par delà les clivages trop idéologiques et le nécessaire croisement de l'économique, du social et de l'environnemental. La seconde question nous renvoie à la démocratie et à l'action politique car le développement est un combat mené par des mouvements et soutenu par des institutions, lesquels mouvements et institutions sont animés par un projet de nature politique : après des décennies de déception sur la contribution des mouvements politiques de gauche, quelle action politique? L'état des lieux des nouveaux mouvements sociaux internationaux nés dans la décennie 90 fournit à son tour un certain éclairage sur ce qui, par delà l'horizon souhaitable, permet de cerner de plus près l'horizon possible des transformations sociales à venir.

1. Après 40 ans d'échec du développement au Sud, quel développement?

Profitant de la crise du modèle «développementiste» qui avait fait les beaux jours des années 70, les Programmes d'ajustement structurel (PAS) et le Consensus de Washington sont devenus par la suite, et ce pendant 20 ans (1980-2000), le fer de lance d'un «développement» libéral nouvelle manière (Comelieu, 2000). La thérapeutique néolibérale des politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale peut se résumer de la façon suivante: 1) maximiser l'insertion des pays du Sud sur le marché mondial, c'est-à-dire une ouverture forcée des économies sur l'extérieur; 2) privatiser les entreprises de caractère public et libéraliser les prix; 3) réduire les dépenses sociales (éducation, santé, habitation, etc.).

Mais les PAS sont aujourd'hui eux-mêmes déconsidérés tant les échecs sociaux ont été flagrants et que se sont manifestés les signes de l'explosion sociale (des émeutes en Amérique latine) ou de l'implosion sociale (en Afrique). Dans nombre de ces sociétés, les États ont tellement été affaiblis et

discrédités que l'idée même **d'intérêt général** est devenue caduque aux yeux des populations qui ne s'en remettent qu'à elles-mêmes. D'où pour l'essentiel, une montée en puissance de stratégies de la débrouille que l'on nomme aujourd'hui économies populaires (longtemps qualifiées d'économie informelle par le Bureau international du travail (BIT)). Bref, dans les institutions internationales les plus fortes (Banque mondiale (BM), Fonds monétaire international (FMI) et Organisation mondiale du commerce (OMC)), les idées de croissance et de compétitivité l'ont emporté sur celle de développement, lequel s'est réfugié au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au BIT, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (l'UNICEF) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (l'UNESCO). Le résultat est désormais connu et confirmé: **le développement est disparu de l'ordre du jour** de la communauté internationale et de la plupart de ces institutions. Il a été remplacé par celui de la lutte contre la pauvreté, et surtout, contre l'extrême pauvreté (Lévy, 2000). Parallèlement, le thème des «marchés émergents» a fait mouche: les institutions financières internationales ont misé sur le potentiel de croissance économique rapide de régions dites gagnantes, sur les classes moyennes supérieures et sur de nouveaux marchés pour les investisseurs occidentaux avec, comme cible privilégiée, une minorité de pays d'Asie du Sud-Est. Ce qui n'a même pas réussi. On en veut pour preuve la crise financière de la Thaïlande (1997-1998) et son effet domino. Pendant ce temps, d'autres régions étaient carrément perdantes: l'Afrique surtout et une partie de l'Amérique latine. Et dans ces pays, plutôt que de développement, on a préféré entreprendre une «lutte contre la pauvreté» sans prendre en compte les facteurs générateurs des inégalités de plus en plus croissantes. Les aspects structurels des problèmes économiques et sociaux ont ainsi été complètement escamotés: que ce soit par exemple la dégradation des termes de l'échange entre les pays du Nord et ceux du Sud ou encore la question de la production et de l'exportation des produits primaires, sous-bassement essentiel de la subsistance des populations du Sud pour ne nommer que ceux-là. Bref, si la pauvreté est incontestablement une question centrale pour l'Organisation non-gouvernementale (ONG) locale comme pour la BM, le BIT ou les réseaux internationaux de développement local ou la communauté scientifique, il est tout aussi incontestable que tout ce monde ne parle pas de la même chose.

Certes, on pourrait objecter que le résultat des PAS n'est pas à sens unique, qu'il est contrasté. Mais, au bilan, il est plus négatif que positif: certains pays ont amélioré conditions et qualité de vie (éducation, espérance de vie, baisse de la mortalité infantile) mais, globalement, il y a un creusement des inégalités économiques (PIB par habitant en dollars) et un faible recul de la pauvreté absolue (le

nombre de personnes vivant avec moins de un dollar par jour). Au final, selon le rapport annuel du PNUD de 1999, 100 pays sur 174 étaient en régression quant au revenu moyen et à l'espérance de vie.

Mais il y a plus : le modèle de développement économique néolibéral qui fondait les PAS **n'aura pas pris en compte l'importante question du cadre institutionnel et politique des pays du Sud** nécessaire à leur développement (Stiglitz, 2002). Sans institutions appropriées –ce qui relève d'abord et avant tout d'une dynamique de «développement de l'intérieur»- assurant la formation de la main d'œuvre, une protection sociale de base, des régimes de retraite, des services publics de proximité en matière de santé et de services sociaux etc..., l'intégration sociale et politique des populations à leur société nationale devient un défi impossible à réaliser. D'où le basculement de nombreux groupes, y compris des classes moyennes, dans le secteur informel...Ce dernier a finalement commencé à s'organiser de façon complètement indépendante de l'État et du secteur privé. En dernière instance, les PAS auront plutôt confirmé nombre de régimes autoritaires -même si quelques pays s'en sont sortis différemment comme le Mali en Afrique de l'Ouest ou le Brésil en Amérique du Sud- lesquels régimes auront accentué les défaillances institutionnelles de nombreux pays par la corruption, le détournement de l'aide publique internationale, la formation de partis politiques et de gouvernements fondés sur des clans, voire des familles...et des fuites importantes de capitaux de dirigeants vers les pays du Nord.

1.1. Le virage socioéconomique des mouvements sociaux

Aujourd'hui, après l'échec des coopérations étatiques des pays capitalistes du Nord au Sud, après l'échec du communisme et son effondrement, après l'échec des mouvements de libération nationale et de leur modèle «développementiste» et après l'échec des PAS, que reste-il? Pour les uns, le désenchantement est total et le développement une notion obsolète. Ainsi Rist tombe dans le relativisme culturel en ramenant le développement à une simple croyance occidentale (Rist, 1996) et Latouche tombe dans le scepticisme le plus total en considérant que le modèle occidental n'est qu'une machine à exclure reposant sur la compétition généralisée (Latouche, 1991). Certes, son scepticisme est de bon aloi mais il est trop absolu car il réduit encore une fois le développement à la croissance, ce qui est encore plus manifeste dans son plus récent livre (Latouche, 2003 : 111-131). Ces auteurs nous condamnent ainsi à l'impuissance. Il faut donc aller voir ailleurs.

Les mouvements sociaux pris quotidiennement avec les problèmes ont alors commencé à opérer un virage en s'investissant eux-mêmes dans le développement économique. Pourquoi? D'abord parce qu'au Nord, si le cadre de l'État social a été ébranlé, au Sud il a été pratiquement balayé. La position «développementiste» classique misant sur l'État central est devenue caduque. Les services publics ont tellement été dépouillés –surtout lorsqu'on pense à l'Afrique- que l'appel à la défense de ceux-ci, tout légitime qu'il soit par ailleurs, est tombé à plat. Les initiatives économiques des secteurs populaires – les organisations économiques populaires (OEP)- ont alors pris la relève en offrant un ensemble de services de proximité à moindre coût. Accusant le choc, les mouvements sociaux, le syndicalisme en occurrence, n'ont pas immédiatement compris cette nouvelle dynamique et ne se sont attachés qu'au côté sombre de la chose (le non respect des normes internationales du travail...). Puis, ils ont commencé à voir les choses autrement. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Par ailleurs, l'effondrement du modèle socialiste de référence pour les pays du Sud (que ce soit l'URSS ou la Chine, Cuba, l'Albanie ou la Corée du Nord) a remis les mouvements sociaux face à eux-mêmes, et du coup, il les a amené à réinterroger les fondements du développement de leur société et les modes d'organisation de la démocratie. Dès lors, de nouveaux thèmes sont apparus comme des composantes nécessaires d'une nouvelle conception du développement pouvant générer aussi de nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté: le rôle des gouvernements locaux; le développement de partenariats entre ONG, associations, municipalités et PME; le développement durable des territoires; le développement d'OEP et d'entreprises à finalité sociale (auxquelles on associe généralement l'économie sociale et solidaire); la coopération internationale de proximité ou décentralisée... Tout cela a été accompagné d'une batterie de nouveaux créneaux et dispositifs tels les finances solidaires, le commerce équitable, les conseils de quartier, le budget participatif dans des municipalités...

C'est sous l'initiative du mouvement écologique qu'a surgi ce que nous pourrions qualifier avec Lipietz comme étant la plus grande percée conceptuelle de la fin du XX^e siècle, celle du **développement durable**. Cette exigence intergénérationnelle introduite par la notion de développement durable (Lipietz, 1999) a eu de fortes retombées. Portée par nombres d'Organisations non-gouvernementales internationales (ONGI) et forgée au sein de grandes institutions internationales de caractère culturel (UNESCO) ou social (Rapport Brundtland en 1987, Sommet de

Rio en 1992), elle s'est rapidement diffusée dans plusieurs États, dans les gouvernements locaux, dans la communauté scientifique. Elle déborde aujourd'hui les organisations et mouvements «spécialisés» dans l'écologie pour être appropriée par l'ensemble des mouvements sociaux à la faveur de la montée en puissance du mouvement altermondialiste. L'usage des ressources naturelles selon le principe de précaution, «le travail de la communauté, par la communauté et pour la communauté» - tel que l'exprime les organisations de commerce équitable et les ONG comme Équiterre de même que le développement d'un tiers secteur tel qu'il se développe dans les milieux associatifs, coopératifs et même syndicaux- est désormais à l'ordre du jour. Mais sur quoi se fonde ce virage et ces nouvelles composantes pratiques du développement?

1.2. Le renouvellement du développement aujourd'hui

Ceux qui ont ouvert la voie: les économistes hétérodoxes des années 70-80.

Heureusement que, dans les débats sur le développement, tous ne se sont pas laissés enfermer dans les pesantes théories macroéconomiques du développement, libérales ou autres. Déjà dans les années 60-70, les Henri Desroche (1976), Albert Meister (1977), Paolo Freire (1974) et Ivan Illitch s'interrogeaient sur le rôle des associations et des coopératives dans le développement et sur ses aspects culturels soit l'alphabétisation, et plus généralement sur la scolarisation et la formation. Au même moment, René Dumont et Josué de Castro s'interrogeaient sur ces aspects socio-démographiques (population, alimentation et agriculture) et donc sur la question des femmes dans le développement, sur la question de l'éducation et de la famille et également sur la question des rapports entre la campagne et la ville c'est-à-dire les équilibres ou les déséquilibres entre l'une l'autre. Du côté des économistes, François Perroux (Perroux, 1961 et 1981), Louis-Joseph Lebret (Lebret, 1961), Hirschmann (1964 et 1980) et Myrdal (1958 et 1978) s'interrogeaient, partant des expériences les plus significatives du Sud, sur un développement économique qui soit plus équitable. D'où l'introduction capitale dans le débat de la distinction entre **croissance**, augmentation continue de la production, et **développement** qui est l'organisation des produits, revenus et dépenses en fonction de l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population d'un pays.

Si l'industrialisation est sans aucun doute une nécessité que ni les uns ni les autres ne contestent aujourd'hui –en considérant cependant qu'elle n'est pas neutre-, le développement peut alors être considéré comme autre chose et plus que l'industrialisation et le marché, car il suppose notamment

l'éducation des familles, la formation de la main d'œuvre, une intervention forte de l'État dans l'économie, la prise en compte de l'environnement... Ce courant hétérodoxe attire ainsi l'attention sur trois choses :

1. les relations économiques entre pays du Nord et pays du Sud sont des relations hiérarchisées. Perroux ne parle pas d'exploitation mais fait néanmoins un diagnostic sévère de domination du Nord sur le Sud. La question qui est posée à Rostow (1970), représentant majeur du courant libéral: comment envisager que la croissance et le développement puissent être favorisés dans le Sud si la participation aux échanges internationaux sont des échanges inégaux? En outre, si les pays d'Europe au 18^e siècle n'étaient pas développés lorsqu'ils ont amorcé leur décollage, ils n'étaient cependant pas sous-développés ni dépendants. Les conditions de départ diffèrent donc beaucoup.
2. les structures productives trop spécialisées empêchent des liens dynamiques entre différents secteurs et provoquent de nouvelles formes de dépendance avec les pays du Nord.
3. le libre jeu du marché empêche le développement: les «pôles de croissance» perturbent les économies locales, créent des effets déstabilisateurs, d'où l'idée de faire porter les efforts en direction de «secteurs à fort effet de diffusion dans le reste de l'économie» (Rousselet, 1996: 53) à partir d'un État interventionniste qui a une stratégie d'industrialisation par substitution des importations en misant sur la production du pays plutôt que sur la consommation de produits importés. Les années 70 auront été, surtout en Amérique latine, le terrain d'essai de cette stratégie non sans un certain succès (au Brésil par exemple).

C'est donc Le Bret, fondateur d'*Économie et Humanisme* en France, Perroux et quelques autres¹ qui se feront les promoteurs d'un développement solidaire au moment où les deux blocs en présence (capitaliste et socialiste) assimilent couramment **développement** des sociétés et **croissance** économique sur la base de l'indice de repérage classiquement reconnu pendant des décennies comme indice déterminant, l'indice du PNB par habitant.

¹ Faut-il rappeler que ces derniers ont été les inspirateurs des premières expériences d'animation du développement régional au Québec pendant les années 60. Voir à ce propos Lévesque, 1979.

Un nouveau paradigme depuis la fin des années 90?

Puis, dans les années 90, ce sont, entre autres, des économistes du Sud qui prendront la relève pour introduire l'indice de développement humain (IDH) qui, année après année depuis près de 15 ans (1990), alimente la base de calcul du *Rapport sur le développement humain* que publie le PNUD. L'indice de développement humain (IDH) avec ses trois composantes que sont l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le niveau de revenu, fait ici valoir des dimensions toutes à la fois économiques et sociales. À ses débuts en 1990, l'IDH a ainsi introduit une véritable petite révolution dans les organisations internationales (ONG et agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU)) et dans les recherches sur lesquelles se fondent nombre de politiques publiques pour le Sud. Car on peut désormais compter sur des référents qui **n'assimilent plus**, de façon **opérationnelle** cette fois-ci, **croissance et développement**². Cet indicateur clé introduit à la multidimensionnalité du développement en ouvrant la porte à une approche autre qu'en termes de besoins dits de base. L'IDH a donc ouvert la voie vers d'autres repères de développement qui ne sont plus strictement économiques soit l'éducation, l'accès à l'eau, un environnement non pollué, le capital social, etc... et vers d'autres recherches qui poussent encore plus loin les choses y compris pour les pays du Nord (Viveret, 2003; Anielski et all., 2001).

Le développement est donc aujourd'hui plutôt conçu comme une mobilisation économique, sociale et culturelle de toutes les potentialités d'un pays (ou d'une région, ou d'une communauté locale) – autrement dit un développement de **l'intérieur**- autour d'un certain nombre **d'objectifs d'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations**. Et comme toute mobilisation, il y a des avancées et des reculs, des points forts et des faiblesses, des conflits et des coopérations insoupçonnées.

Plutôt que de jeter la notion de développement aux orties comme certains le font, nombre de travaux sur la question avancent plutôt l'idée d'une **pluralité des modèles de développement** à travers le monde et d'une **pluridimensionnalité** du développement, développement qui n'a de sens qu'en combinant l'économique, le social et l'environnemental. Le concept de développement est non

² Voir à ce propos les travaux d'Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998, dans *Repenser l'inégalité* (2000). Ce dernier y ajoute même un paramètre politique : la démocratie c'est-à-dire un régime politique où peuvent s'exprimer des choix et donc des libertés joue un rôle très important parce que les dirigeants doivent davantage tenir compte des pauvres qui y font entendre leur voix.

seulement jugé encore utile mais est encore considéré comme un concept clé par des chercheurs du Sud comme du Nord (Sen, 2000; Bartoli, 1999 ; Lipietz, 1999 ; Sachs, 1997). Face à la mondialisation néolibérale, ces auteurs ramènent sur l'avant-scène la nécessité de réaffirmer la primauté de la société sur l'économie et donc l'importance de s'attaquer à l'exclusion sociale, à l'emploi pour tous, aux nouvelles formes de régulation sociopolitique à créer... On peut synthétiser cette pensée actuelle sur le développement de la façon suivante : 1) le social doit être au poste de commande ; 2) l'économie doit être considérée pour ce qu'elle est, un instrument de développement et non une fin ; 3) l'environnement doit constituer une conditionnalité nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent ; 4) la poursuite simultanée de quelques grandes priorités s'imposent notamment l'emploi, la création d'institutions démocratiques et le partage de la richesse ³.

La plupart des Organisations non-gouvernementales de développement (ONGD) de par le monde participent d'ailleurs de cette conception pluridimensionnelle du développement. C'est le cas, par exemple au Québec, d'ONG comme *Développement et Paix* qui dans sa planification des dernières années dégagait cinq grands critères pour appuyer des projets dans le Sud :

- 1) des groupes qui font la promotion de la démocratie ;
- 2) des projets qui appuient des organisations populaires ;
- 3) des projets qui favorisent la promotion collective des femmes ;
- 4) des projets capables de susciter des alternatives économiques ;
- 5) des projets qui mettent en œuvre une gestion populaire de l'environnement.

La création de richesse en contexte de précarité : le développement de l'intérieur

Les ONGD ne sont pas les seuls acteurs collectifs du développement. La création de richesse et sa répartition sont le résultat d'une construction sociale : comment se crée-t-elle aujourd'hui dans des contextes nationaux fortement extravertis en matière de développement et, plus généralement, dans des espaces délaissés par le développement économique dominant? En considérant qu'aujourd'hui, il

³ Le PNUD par exemple avance dans un de ses rapports un pacte pour le développement humain du type 20-20 : les pays aidés affectent 20 % de leur budget à la couverture des services sociaux et les pays donateurs 20 % de leur aide financière à la même destination (Rapport mondial sur le développement humain, 1994 : 82-83).

ne s'agit pas seulement de communautés locales éloignées des grands centres ou de bidonvilles en banlieue de ces grands centres urbains, mais bien de pays entiers, des sous-continentaux mêmes, bref de grandes régions du monde. Un **développement de l'intérieur** de ces sociétés précarisées, qui ne soit pas uniquement autocentré et endogène, qui ne soit pas enclavé, mais qui par contre mise résolument sur le dynamisme des populations locales est-il possible en dépit de la faiblesse abyssale, dans certains cas, de moyens les plus élémentaires? Ici nous mettons donc l'accent sur les acteurs, sur les sujets, un sujet en fait, le **monde populaire** (Peemans, 1997 : 116), qui s'active sur le terrain économique. Et c'est ici qu'on découvre, comme tendent à le démontrer les premiers travaux du réseau international de chercheurs d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et du Canada constitué au lendemain de la rencontre internationale à Québec en 2001 (Fall, Favreau et Larose, 2004), qu'au sein de l'économie des secteurs populaires il y a, d'une part, des réseaux d'accumulation; d'autre part, qu'il y a en amont des revenus des activités marchandes, des revenus de redistribution, et qu'en aval de cette économie populaire, une économie sociale de proximité en gestation permet d'aller au-delà de la seule dynamique de survie ou de subsistance. Tentons ici une première démonstration.

Sur le registre du **premier développement**, celui des échanges locaux qui sont la plupart du temps en dehors –voire exclus- des régulations classiques des États et des pratiques de commerce international de l'OMC, on retrouve trois types principaux d'initiatives:

- a) d'abord, les **entrepreneurs populaires** : ces dizaines de milliers de petites entreprises familiales dans le domaine de la récupération et du recyclage, sur les chantiers de construction, dans le commerce de marchés improvisés et informels...qui forment 50, 60, 70 et même 80% de l'économie des pays du Sud et qu'on a qualifié pendant 30 ans d'économie informelle (BIT, 1999). Dans la mesure où on ne confond pas le développement avec les performances de l'accumulation extravertie qui ne touche que 10 à 20 % de la population active ; dans la mesure où on prend les OEP pour ce qu'elles sont, des initiatives d'une économie surtout fondée sur la survie ; dans la mesure où on les considère comme autant de composantes d'une économie du travail et non d'une forme populaire de capitalisme, elles peuvent alors être conçues comme le **chaînon premier** de ce redéploiement par le bas du développement.

- b) Ensuite, les **entrepreneurs nomades** : ces migrants transnationaux qui font transiter toute sorte de marchandises du Nord au Sud et du Sud au Nord, sur les territoires qui séparent le Sud et le Nord : à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, à la frontière entre l'Afrique du Nord et l'Espagne... Dans la dernière décennie, on a assisté à une explosion de ces échanges mis en lumière par les travaux notamment de Portès pour l'Amérique latine (1996) et de Tarrius pour l'Afrique (2002).
- c) Enfin, les **diasporas** : devenues un peu malgré elles, des **agents de développement** : par exemple on constate que 20% des Togolais sont à l'extérieur de leur pays (un million de personnes), que deux millions de Maliens (sur 10 millions) ont migrés, notamment vers la France, que deux Sénégalais sur 10 sont aussi installés au Nord (en Europe et en Amérique du Nord). À partir de cette nouvelle situation, on découvre que bon nombre de ces familles de migrants, d'après les travaux les plus récents sur la question, notamment en Afrique de l'Ouest (Fall, 2003; Assogba, 2002), demeurent fortement attachées à leur pays d'origine et gardent un contact étroit avec leurs proches au pays en y exerçant non seulement une fonction sociale que les États ne remplissent pas ou plus (sécurité sociale, médicaments...) mais aussi une fonction économique (développement résidentiel et de services dans leur village natal...) par l'intermédiaire d'associations créées à cet effet.

Avec ces initiatives économiques populaires, le défi du développement devient alors le suivant : comment sortir ces activités économiques populaires de la stricte survie, de la seule survivance et de l'ambivalente informalité? Comment faire en sorte que ces activités économiques populaires deviennent de véritables alternatives socioéconomiques et des parties prenantes d'un développement intégré de leur pays (Develtere, 1998) et de cette autre mondialisation à laquelle tant de mouvements aspirent (Wieviorka, 2003)? C'est ici que se pose la question de la jonction entre d'un côté ces initiatives et, de l'autre, les mouvements sociaux locaux (syndicats, ONGD locales, confréries religieuses...), entre d'un côté ces initiatives et, de l'autre, des institutions de proximité (Églises locales, coopération internationale décentralisée, gouvernements locaux...)?

TABLEAU 1 : ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT (EN SOUTIEN AUX OEP)

Mouvements & réseaux	Institutions de proximité
Organisations de coopération internationales (OCI)	Gouvernements locaux
Organisations syndicales	Associations de parlementaires
Associations citoyennes	Collèges et universités (centres de recherche...)
Associations de migrants	Associations professionnelles (journalistes, travailleurs sociaux, professeurs, médecins...)
Confréries religieuses	Églises

Les acquis de l'économie sociale et du développement local tels qu'ils ont été initiés, à différentes époques, par le mouvement ouvrier des pays du Nord, puis par un ensemble de mouvements sociaux peuvent ici devenir précieux. Que ce soit, par exemple, l'expérience historique et actuelle de Mondragon au pays Basque espagnol, l'expérience historique et actuelle du mouvement Desjardins ou du syndicalisme agricole (UPA) au Québec, ou celle des mutuelles en Europe ou encore l'expérience de la nouvelle économie sociale (fonds de développement de travailleurs, agences locales de développement économique communautaire, coopératives régionales de développement, ressourceries, entreprises d'insertion, services de proximité de type centres de la petite enfance, boutiques de commerce équitable...), **toutes ces expériences à l'origine sont des initiatives économiques populaires**, ce qu'on a tendance à oublier une fois qu'elles ont atteint un certain seuil de développement. En réalité, non seulement ces expériences ont de la pertinence sociale au plan des conditions qui les ont vu naître mais les organisations et les mouvements qui les animent peuvent être aujourd'hui des alliés durables et fiables pour le développement au Sud dans le cadre de nouvelles mises en réseau que le mouvement altermondialiste rend possibles –aidé en cela par la montée en puissance des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC)- à une échelle beaucoup plus grande d'ailleurs aujourd'hui qu'hier.

Cela nous invite à introduire la notion de **second développement**, celui qui est susceptible de faire émerger des entrepreneurs nationaux (privés, publics ou collectifs) capables de constituer

progressivement des niches, des créneaux pour un pays le rendant ainsi susceptible de mieux affronter la mondialisation capitaliste parce qu'ils sont soutenus par les acteurs ci-haut mentionnés. On retrouve ici quatre types d'initiatives économiques :

- a) en premier lieu, il y a ce qu'on pourrait appeler **l'économie sociale de l'intérieur** (les mutuelles d'épargne et de crédit, les mutuelles de santé, les réseaux émergents de commerce équitable de produits alimentaires ou de produits artisanaux...);
- b) en second lieu, il y a **le développement local de l'intérieur**, celui de municipalités où existe une co-production de biens et de services entre les entreprises locales et les municipalités. Deux figures emblématiques de ce type de développement l'illustrent bien : Villa el Salvador au Pérou, municipalité de 350 000 habitants, qui combine démocratie représentative et démocratie participative (la seconde ayant d'ailleurs précédée la première) avec son parc industriel qui a été capable de créer 30 000 postes de travail en une décennie (Favreau et all., 2002) et la municipalité de Porto Alegre au Brésil, municipalité de plus d'un million d'habitants, qui a su faire participer plus de 40 000 de ses citoyens dans une démarche de budget partagé et participatif dans ses seize arrondissements (Gret et Sintomer, 2002);
- c) un troisième acteur collectif de développement serait sans doute la **coopération internationale de proximité**, celle que cet ouvrage illustre fort bien : celle des associations, des mutuelles et des coopératives du Nord dans le Sud; des organisations de coopération internationale (OCI); d'associations professionnelles (journalistes, travailleurs sociaux communautaires, médecins, ingénieurs, infirmières...); de syndicats de travailleurs; des jumelages de municipalités; du commerce équitable; des finances solidaires, des centres de recherche.... (Castel, 2002; Rouillé d'Orfeuil, 2002; Favreau et Fréchette, 2002)...;
- d) un quatrième acteur collectif de développement concerne **les réseaux** et organisations internationales : réseaux internationaux d'économie sociale, de développement local, de commerce équitable...;
- e) enfin, on ne saurait omettre la contribution des initiatives de populations locales de **certaines institutions ou programmes internationaux de l'ONU**: programmes de développement local du PNUD; programme de lutte contre la pauvreté par l'économie sociale du BIT; programme de

recherche sur les transformations sociales (MOST) ou sur l'éthique et l'économie à l'UNESCO...

TABLEAU 2 : PREMIER ET SECOND DÉVELOPPEMENT : LES PASSERELLES ENTRE LES DEUX

Premier développement	Passerelles entre les deux	Second développement
Organisations économiques populaires	OCI et syndicats; Associations de professionnels (agronomes...); Réseaux internationaux Nord-Sud et Sud-Sud	Économie sociale et solidaire (entreprises collectives) Développement des communautés locales et des régions Gouvernements locaux progressistes
Entrepreneurs nomades	OCI et syndicats	Développement de communautés locales et de régions
Diasporas	Associations de migrants	Développement de communautés locales et de régions des pays d'origine
Communautés locales	Coopération internationale décentralisée; Coopération d'institutions internationales (OIT, PNUD, UNICEF, OMS...)	Gouvernements locaux progressistes : parcs industriels et incubateurs; co-production de services avec les entreprises locales; conseils de quartier; politique de budget participatif...

Bref, le soutien aux OEP par des OCI, par les programmes socioéconomiques des organisations syndicales internationales comme la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), par les programmes socioéconomiques de la coopération décentralisée et de certaines institutions

internationales, par les diasporas qui cherchent à se donner un rôle d'agent de développement, par les nouveaux flux Sud-Nord et Nord-Sud des «nomades», par la transformation des gouvernements locaux en co-producteurs de services avec leur communauté et par la gestion participative de leurs services sans compter l'émergence de nouveaux réseaux internationaux en économie sociale, en développement local, en défense de droits sociaux et en défense du droit au développement (comme Alternatives ou ATTAC) tels qu'ils ont surgi dans la décennie 90, constituent de **nouvelles avenues de développement** et des jalons porteurs d'une mondialisation à visage humain. Mais le combat pour le développement, s'il est le fait d'entrepreneurs et d'entreprises, est aussi un combat politique pour créer des environnements propices à de nouvelles régulations sociales. Où en sommes-nous à cet égard? Quelle démocratie et quelle action politique pour aujourd'hui et pour demain? Quel est l'état des lieux des mouvements sociaux internationaux aujourd'hui?

2. Mouvements sociaux internationaux et action politique

2.1. La nouvelle conjoncture internationale

Y a-t-il un mouvement planétaire naissant issu d'une nouvelle génération d'organisations et de réseaux ? Son influence permettra-t-elle de construire une nouvelle gouvernance mondiale? Débutons la réponse à ces questions par un petit incident qui illustre comment ces questions se posent aujourd'hui, incident qui en dit d'ailleurs assez long sur la gouvernance mondiale actuelle⁴. Cela se passe à l'ONU en 1995, James Wolfensohn, alors président de la Banque mondiale, répondait à James Gustave Speth de la direction du PNUD à propos de la lutte contre la pauvreté en Afrique :

Nous avons les mêmes objectifs de lutte contre la pauvreté. Je ne veux pas de vos conseils et je ne veux pas que la Banque mondiale soit coordonnée par l'ONU...Nous sommes ici pour aider les peuples les plus pauvres et non pour répondre à quelque impératif bureaucratique.

En termes plus généraux, cette prise de position du Président de la Banque mondiale signifie : 1) que les institutions financières internationales censées relever de l'ONU n'ont de compte à rendre à personne ni à aucune autre institution que la leur (quelques grands pays, les États-Unis en tête, qui en

⁴ Raconté par Serge Latouche dans son livre *Justice sans limites* (Fayard, Paris, p. 97).

sont les principaux bailleurs de fonds); 2) que leur légitimité ne relève pas de la démocratie mais de leur «expertise» économique qui, à leurs yeux, va bien au-delà des connaissances acquises par d'autres institutions, organisations ou mouvements. C'est ce qui sous-tend l'attitude générale que le FMI et la BM ont eu pendant près de deux décennies avec leurs programmes d'ajustements structurels (PAS) sans compter que pour tous (de la Banque mondiale jusqu'à l'ONG caritative), la lutte contre la pauvreté a constitué le discours admis.

Le mouvement anti-mondialisation est venu remettre en question ces propos lénifiants car pour les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, la lutte contre la pauvreté signifie très précisément cibler les poches mondiales d'extrême pauvreté et y intervenir sans s'occuper des inégalités générées par les politiques économiques qu'elle soutient. Tandis que pour d'autres, la lutte contre la pauvreté signifie plus de démocratie et du développement, la survie de la planète et une mondialisation autre. Mêmes objectifs? Mêmes stratégies? Nous sommes plutôt aux antipodes d'une concertation réelle... Ce qui ne veut pas dire que les négociations soient rompues... Mais qu'il faudra un jour que les uns puissent être écoutés et que les autres acceptent de négocier et se considèrent tenus de rendre des comptes s'il est avéré, qu'à l'échelle nationale comme internationale, les sociétés sont des «républiques de citoyens» et non des «républiques d'experts».

La décennie 1990-2000 a donc ouvert une conjoncture nouvelle, c'est-à-dire une mondialisation néolibérale certes, mais aussi l'entrée en scène d'un mouvement anti-mondialisation qui, avec le temps, va radicaliser la notion de société civile internationale. Des associations, des réseaux, des mouvements situent de plus en plus leur intervention dans le cadre d'une solidarité internationale contre les politiques de ces grandes institutions économiques internationales et en faveur d'alternatives socioéconomiques concrètes. Autrement dit, il n'y a pas que le seul front du refus ou de la résistance qui s'est mobilisé. Il y a aussi un front de la construction de propositions pour ici et maintenant. Quelles sont les nouvelles avenues possibles pour en arriver à une mondialisation équitable avec la fin des modèles doctrinaux? Dans quel rapport de forces sommes-nous? Par où passe le changement social? Quel potentiel offre ces réponses inédites de nouveaux acteurs collectifs investis dans des initiatives socioéconomiques populaires diverses? Quel impact a et aura cette internationalisation des réseaux d'économie sociale et de développement local? Ce qui nous introduit à l'examen de la force actuelle des mouvements sociaux dans l'espace public international.

On n'y échappe pas! S'il existe une diversité de points de vue, de stratégies et de théories sur la mondialisation en cours, néanmoins, en dernière analyse, deux grandes options, deux grands projets se présentent à nous: 1) le projet américain, policier du monde avec sa politique unilatérale, qui dispose de l'appui de grandes institutions financières internationales; 2) le projet d'une communauté des nations incarnée par l'ONU, seul ou presque seul dispositif pour rendre la planète un peu plus vivable et auquel les Européens et nombre de pays du Sud semblent croire. Avec ce second scénario, on pourrait penser qu'à partir d'un certain nombre de bricolages continentaux, on finira par construire un monde un peu plus vivable parce que **multipolaire et multilatéral** et un monde où on se démarquera d'une vision trop exclusivement économique comme celle véhiculée par la BM et le FMI. Il reste cependant, au sein du mouvement anti-mondialisation lui-même, à se départir du schéma politique simpliste de la société civile contre l'État et contre les institutions économiques internationales.

Autrement dit, à l'intérieur de cette conjoncture internationale, le combat politique devient celui de construire des **institutions internationales plus variées et disposant de plus de pouvoirs** comme ce serait le cas si le BIT, le PNUD, l'UNICEF et le nouveau programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)...en venaient à avoir les mêmes pouvoirs qu'à déjà une grande institution comme l'OMC. Mais, pour en arriver là, les mouvements, les organisations et les réseaux internationaux devront servir de contrepoids aux pouvoirs en place et déployer des mobilisations sociales puissantes afin de favoriser de telles avancées. Quels sont ces mouvements? Où en sont-ils rendus? De qui sont-ils composés? Dans quelle direction vont-ils?

2.2. Les nouveaux mouvements sociaux internationaux

Le concept de **mouvement social** a généralement deux sens (Whitaker, 2003 : 39-42) : d'abord, celui d'une action collective entreprise par des militants qui ont une **cause spécifique** à défendre et des objectifs concrets, limités dans le temps et l'espace, avec des stratégies, des règles de fonctionnement, des plans d'action et des structures appropriées. On parle alors de «mouvements» qui sont pluriels dans leur composition sociale, leurs orientations, leurs règles, leurs manières de faire. Il suffit de penser au mouvement ouvrier syndical, au mouvement des femmes et au mouvement écologique pour voir se dessiner les contributions particulières des uns et des autres.

Ensuite, celui **d'une action collective fédérative** de plusieurs types d'organisation où se dessinent peu à peu des convergences. Il s'agit alors d'un processus de longue durée qui peut grandir au fil des ans. On parle alors du «mouvement» parce qu'il y a différentes causes et courants en interaction dans la durée. C'est de cela qu'il s'agit lorsqu'on utilise la notion de «mouvement altermondialiste». L'inédit des années 90, c'est que bon nombre de mouvements, de caractère et de portée surtout national et spécifique, ont commencé à investir l'espace international en participant à l'émergence d'un mouvement citoyen international de type nouveau.

2.2.1 Les conditions d'émergence du mouvement altermondialiste

Ce mouvement a d'abord un **héritage**, celui du tiers-mondisme des années 70, mouvement du Nord qui appuyait les mouvements de libération nationale des pays du Sud : Cuba, puis le Salvador et le Nicaragua en Amérique latine; la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique et l'Afrique du Sud de même que le Vietnam en Asie. Ces pays ont tous été l'objet de luttes dites de libération qui ont alimenté l'imaginaire de transformation sociale des années 60-70. L'érosion des modèles de société de l'après-guerre (1945-1975), tant au Nord qu'au Sud, a laminé ce courant dans les vingt-cinq dernières années. Celui-ci n'en a pas moins formé des générations de militants internationalistes dans mais aussi hors du giron habituel des partis de gauche. L'émergence de nouveaux acteurs dans les années 80-90 -les femmes, les associations des bidonvilles, les jeunes, les écolos- ont simultanément provoqué la réouverture des débats notamment la sortie de l'éclipse des alternatives économiques populaires et de développement local dans le nouveau contexte où l'État ne peut plus être considéré comme le seul garant du développement et de l'intérêt général. Ces générations des années 70 et les nouvelles des années 80 ou 90 se croisent aujourd'hui à l'intérieur de forums sociaux mondiaux et de réseaux internationaux en voie de construction.

Ce mouvement altermondialiste qui a croisé des générations différentes d'organisations a aussi eu un événement **précurseur** : le Sommet sur l'environnement de Rio en 1992, qui a réuni, sur ses propres bases, plus de 20 000 participants et 8 000 ONG (Lipietz, 1999). Par la suite, les ONG sont venus occuper l'espace public international nouvellement créé par les sommets subséquents organisés par l'ONU sur le développement social en 1995; sur la condition des femmes en 1996; sur la lutte contre l'exploitation des enfants à Genève en 1998; puis le second Sommet de la Terre à Johannesburg en

Afrique du Sud en 2002. Mais cette mobilisation de type institutionnel ne comblait cependant pas toutes les demandes et toutes les aspirations.

Le **coup d'envoi** «définitif» et le premier grand **tournant** fut Seattle en 1999, puis la marche mondiale des femmes en 2000 et les Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre (2001, 2002, 2003) et celui de Mumbai (2004). Il faut aussi compter dans cette mouvance les mobilisations dans la rue contre le G8 à Gênes en 2001 (300 000 participants) et l'émergence d'une nouvelle génération d'organisations dont ATTAC en France (et ailleurs maintenant) qui en constitue le prototype (Cassen, 2003).

2.2.2 Les principales caractéristiques

Dans leur première phase, ces forums sociaux internationaux mobilisèrent ainsi des ONG de développement notamment dans le secteur de l'environnement mais aussi du développement social..., ce qui provoqua durant la décennie 90 une importante croissance des ONGI (plus de 15 000 selon Ruano-Borbalan, 2003; près de 50 000 selon Laroche, 2003). Puis d'autres organisations emboîtèrent le pas : les organisations de défense de droits sociaux (enfants...), les syndicats, les ONG d'aide humanitaire, les réseaux d'organisations et d'entreprises d'économie sociale, les réseaux de développement local et durable, des réseaux du mouvement des femmes, des Églises.

Que révèlent ces différents types de mobilisation? Au Nord comme au Sud, une **recherche commune**, celle de doter la planète de contreponds démocratiques à la gouvernance économique du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et d'un contreponds politique mondial au Conseil de sécurité de l'ONU dans la foulée d'un diagnostic de base qui confirme le caractère dévastateur de la mondialisation néolibérale : la montée des inégalités, les perturbations majeures de l'environnement et la montée des facteurs de guerre.

Mais ces mobilisations traduisent aussi une **grande hétérogénéité et d'importantes tensions entre sensibilités différentes**: d'un côté une gauche politique classique et de l'autre une nouvelle gauche et une extrême gauche politique; d'un côté des mouvements de lutte revendiquant leur autonomie envers et contre tous et une identité propre sans affiliation de parti ni idéologie précise et de l'autre

des réseaux de culture religieuse, surtout chrétienne de souche; d'un côté des syndicalistes luttant contre la désindustrialisation et de l'autre des écolos luttant pour une décroissance durable; d'un côté des producteurs défendant une agriculture industrielle menacée par les nouvelles politiques de l'OMC et de l'autre des organisations favorables à l'agriculture familiale... Ajoutons à cela que les couches sociales surtout mobilisées pour l'instant sont les couches moyennes politisées soit des étudiants, des intellectuels et des professionnels de l'associatif.

2.2.3 Un nouveau cycle de mobilisation capté par la guerre

Retenons par ailleurs que ce nouvel espace public international de dialogue aura fait émerger de nouveaux thèmes: le travail des enfants; l'annulation de la dette; le VIH/sida; la lutte contre les politiques d'ajustement structurel; la responsabilité sociale des entreprises; la taxe sur la spéculation (taxe Tobin) et sur la pollution (écotaxe); le changement climatique de la planète; la démocratie à l'échelle mondiale; la paix...

Cependant, un autre tournant marque aujourd'hui ce jeune mouvement, celui du 11 septembre 2001 avec la montée d'une nouvelle forme de terrorisme qui s'introduit dans l'espace public international sur fond de montée en puissance d'un Islam intégriste dans les pays du Moyen-Orient. Sans compter une situation plus instable due au déploiement d'un nucléaire venant de pays du Sud : la Corée du Nord, le Pakistan, l'Iran mais aussi l'Inde. À l'intérieur de cette conjoncture de guerre et de menace nucléaire, l'intervention militaire américaine en Irak a provoqué une mobilisation sans précédent en faveur de la paix, le 15 février 2003, quand des millions de personnes partout en Europe et en Amérique du Nord (dont 150,000 au Québec) auront sorti dans les rues pour dénoncer la politique américaine.

2.2.4 Forces et faiblesses du mouvement altermondialiste : quel avenir?

Le mouvement «altermondialiste» nous laisse cependant avec certaines questions: n'est-il que rebelle, fraternel et mobilisateur pour un temps? Est-il possible qu'il se dégage quelque chose de rassembleur et de portée structurante par delà le souhaitable véhiculé à satiété dans ces rencontres? Comme le suggère Laïdi (2003), peut-être entre-t-il dans sa «phase syndicale»? L'organisation politique de ce processus est un angle mort, ajoute-t-il. Ce qui n'est pas un mal en soi car toutes les

questions de santé, de culture, d'éducation etc..., en entrant dans le jeu de la compétition mondiale, sont devenues des objets de délibération où des citoyens, de plus en plus nombreux peut-être, veulent et voudront affirmer qu'ils sont directement concernés.

Mais ce mouvement doit aussi éviter certains pièges :

1. celui de prendre la mondialisation néo-libérale comme le seul et exclusif adversaire, cause de tous nos malheurs et finalement conclure que le front du refus suffit à casser le vieux monde. Des alternatives sont à bâtir ici et maintenant : **résister et construire** fut la conclusion de la rencontre internationale de Québec en 2001 (Favreau, Lachapelle et Larose, 2003);
2. la fuite en avant d'une partie du mouvement qui s'autoproclame le porteur des transformations sociales à venir et des stratégies pour y arriver par opposition à l'ouverture à de **multiples alternatives à différents niveaux** (local, national, international);
3. la tentation d'enterrer la démocratie représentative en l'opposant à la démocratie directe : si la démocratie représentative est quelque peu figée, elle reste néanmoins une des formes de prise de décision pour en arriver à dégager l'intérêt général dans une société. La démocratie directe a aussi ses travers : la trop grande présence de l'informalité et de la faible représentativité par exemple de certains groupes, la cooptation des responsables... bref le risque récurrent des formes déjà expérimentées de démocratie directe qui l'ont fait tomber dans une sorte de «néocorporatisation» de l'organisation sociale.

Sur des questions plus concrètes (tels l'organisation des rendez vous internationaux, la participation au mouvement des différentes organisations et réseaux... le financement des rencontres), les défis sont considérables comme le signalent très clairement les fondateurs des Forums sociaux mondiaux (Houtart, 2003) : présence dominante des classes moyennes et quasi-absence d'organisations des classes populaires, montages financiers qui sont de véritables casse-têtes, rythme débridé des mobilisations... Il s'agit là de problèmes de régie interne. Mais les pressions externes sont également très fortes comme le signalent à juste titre Boulianne et Beaulieu (2004 : 23-24) dans leur texte :

Paradoxalement, une partie des activités des mouvements anti-mondialisation est rendue possible grâce à des fonds qui proviennent du dispositif international de développement et de coopération, suscitant des tensions et des controverses dans et entre les mouvements. Ces tensions et contradictions liées aux conséquences politiques de l'utilisation de certaines sources de financement ne sont pas sans rappeler celles qui se vivent sur le terrain du développement local...

Autrement dit les dirigeants des mouvements sociaux internationaux ne sont pas plus à l'abri de l'influence de certains dispositifs internationaux que ceux engagés localement dans des initiatives économiques populaires ou de développement local. Au delà de ces contradictions nous dit Houtard (2003), «un grand pas est en train de s'accomplir : celui de recréer l'utopie...». Recréer l'utopie ou des utopies? Houtart anticipe peut-être un peu trop sur l'avenir.

2.2.5 Le rôle des OCI : prestation de services ou combat pour le développement?

Un certain nombre d'OCI n'hésitent pas à «surfer» sur le misérabilisme et à aiguïser les émotions en lieux et place d'une éducation au développement du public dans le Nord et donc d'une solidarité consciente et active. D'autres se contentent d'une **dépendance vis-à-vis de la politique des agences publiques de développement international** (telle l'ACDI au Canada). Pourtant, l'une des conditions de la levée des fonds auprès du public, pour inciter à la solidarité avec les populations du Sud, consiste très précisément à se donner les moyens d'une influence positive de la société civile sur les politiques des gouvernements et de leurs agences évoluant dans ce champ.

Ceux qui n'influencent pas la définition de l'agenda des dispositifs publics de coopération n'en seront que des partenaires connexes, n'ayant pas affiché une autonomie de vision et de pratique du développement à l'échelle internationale. Cette logique de subordination conduit certains organismes de coopération à n'apporter dans le Sud que **des réponses techniques à des enjeux politiques**. En effet, dans le cadre d'une mondialisation dominée par l'hégémonie du modèle néolibéral, nombre de pays du Sud continuent de faire face à une marginalisation accrue sur le plan international. Leurs politiques publiques demeurent extraverties, leurs ressources sont pillées par les multinationales, leurs dirigeants se débattent dans le labyrinthe des services de la dette. Dans un tel contexte où les États sont à reconstruire, le travail structurant en matière de coopération internationale consisterait à

s'activer dans des secteurs ayant des impacts sur les politiques de développement au lieu de se laisser prendre au jeu du «politiquement correct» consistant à proposer des réponses techniques qui ne remettent en cause ni les paradigmes conservateurs de l'appui au développement, ni les bases des inégalités. Accompagner quelques réformes en marge du système de production et considérer les enjeux stratégiques comme hors de portée, est une approche bien commode d'intervention en coopération.

Certains raccourcis choisis par des organismes de coopération internationale sont compromettants du fait des conséquences qu'ils charrient notamment le **risque de confinement dans la fonction d'agence d'exécution de politiques de développement définies par d'autres acteurs**. Dans des situations de raréfaction des ressources de la coopération internationale, la tentation est grande pour certaines OCI de développer des stratégies de survie au prix de renoncement partiel ou total à l'identité fondatrice des organisations. Au titre d'une meilleure professionnalisation du dispositif d'intervention, l'engagement citoyen cède la place à la technocratie, la marge d'innovation se restreint et les valeurs démocratiques se fanent au nom d'un prétendu «réalisme». Résultat, les populations censées être bénéficiaires de cette coopération passent du statut de partenaires à celui de clients et les méthodes utilitaires montent d'un cran.

L'intervention des OCI continue à être marquée par son **faible dispositif de capitalisation des expériences**. En réalité, peu d'organismes de coopération accordent une place centrale dans leur intervention dans le Sud à la fonction stratégique de capitalisation des connaissances nouvelles et des expériences novatrices. Le système de suivi-évaluation est dégarni et la maîtrise des processus sociaux dans le développement n'est pas sur leur agenda. Les interactions avec les espaces et institutions de création de savoir (centres de recherche, universités) sont dérisoire. C'est à se demander si les OCI ont conscience qu'une de leur mission essentielle est d'accompagner les acteurs qui innovent dans les espaces qui s'assimilent à des laboratoires sociaux.

Cette situation est amplifiée par leur **implication timide dans des réseaux au Sud**. Les OCI se désengagent des réseaux nationaux qui, dans certaines circonstances, adoptent le style de la confrontation avec les pouvoirs publics. On ne répétera jamais assez que l'influence de la société civile sur les politiques publiques de développement se réalise par la masse critique engrangée à partir de réseaux d'acteurs convaincus que leur valeur ajoutée réside dans la mise en synergie de

leurs compétences. Les réseaux d'acteurs non gouvernementaux dans le Sud sont des leviers incontournables d'autorégulation car ils sont des ferments critiques des pratiques, des valeurs et des approches d'appui au développement.

Pour amorcer une meilleure complicité des OCI du Nord avec les sociétés civiles au Sud, l'élargissement des espaces démocratiques semble s'imposer. À cet égard, quelques limites jusqu'ici peu adressées sont à lever. On peut citer les plus manifestes. En effet, le personnel cadre du Sud est tenu en marge des prises de décisions et des choix stratégiques des OCI. De même, la faible présence de leaders du Sud dans les instances de décision (conseils d'administration, assemblées générales) des organisations de coopération rompt avec les règles de gestion qui prennent en compte la dimension interculturelle. Cette verticalité des logiques décisionnelles freine les volontés d'engagement citoyen de paire avec une professionnalisation obligée dans un environnement du Sud où la qualité et l'efficacité des interventions des organismes de coopération deviennent la clé de voûte des succès espérés.

Les données sont plus certaines lorsqu'il s'agit des OCI qui combattent pour le développement avec plusieurs décennies de capitalisation derrière elles (tout en gérant en partie des politiques de caractère public) : les OCI du Nord et leurs cousines au Sud sont certainement devenues, dans la dernière décennie, des interlocuteurs incontournables (Laroche, 2003) parce qu'elles ont vu la mouvance altermondialiste se construire et qu'elles y ont développé des niches et des créneaux en son sein :

- a) en concentrant davantage leurs ressources pour avoir une certaine portée lors d'événements internationaux initiés par le mouvement altermondialiste;
- b) en se professionnalisant pour pouvoir dégager des alternatives concrètes aux propositions émanant des «inner circles» des grandes institutions économiques internationales;
- c) en contribuant à l'élaboration de nouvelles normes de droit public international;
- d) en opérant davantage sous le mode de coalitions intersectorielles réunissant des organisations investies dans le domaine de l'environnement, de la santé publique, de l'aide au développement...;

- e) en diversifiant leur géographie (l'Asie et l'Afrique comptent davantage) : leur nombre a progressé de plus de 40% en dix ans (entre 1992 et 2002) de sorte qu'on retrouve aujourd'hui 17 428 sièges sociaux d'ONGI (1 420 à Bruxelles; plus de 800 aux États-Unis mais 781 à Londres et 706 à Paris (Kaldor et all., 2001);
- f) en élargissant la palette des thèmes qu'ils traitent et la polyvalence de leurs interventions (sur les grandes valeurs tels les droits de l'homme mais aussi la prestation de services de base en éducation et en santé...).

En guise de conclusion

Les mouvements sociaux internationaux ont pour l'instant un faible pouvoir d'influence, mais ils en ont un sur quelques dossiers majeurs tel celui de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. On s'entend aussi généralement pour dire que c'est une force politique croissante. Les OCI qui participent de ces mouvements sont aussi en pleine croissance. Certes, ces organisations peuvent prendre des directions différentes : plus humanitaires pour les unes, plus engagées dans la construction de nouveaux réseaux internationaux pour les autres; plus près des gouvernements pour les unes, plus «alternatives» aux institutions publiques pour les autres... Leur représentativité est souvent questionnée mais la preuve de leur pertinence n'est cependant plus à faire. L'avenir des mouvements sociaux et des OCI est-il du côté de la construction de grandes réformes de la gouvernance mondiale ou du côté de la maîtrise de la mondialisation dans le débat politique de chacun des pays où ils sont présents? Sans doute un peu des deux. Dossier à suivre.

Bibliographie

- ANIELSKI, M. (2001), *Alberta sustainability Trends 2000. The Genuine Progress Indicators Report 1961 to 1999*, Disponible sur le site internet : www.pembina.org
- ASSOGBA, Y. (2002), «Et si les Africains de la diaspora étaient des acteurs de développement de l'Afrique», *Cahiers de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)*, UQO, Gatineau, 17 pages.
- BARTOLI, H. (1999), *Repenser le développement, en finir avec la pauvreté*, UNESCO/Économica, Paris.
- BIT (1999), *Un travail décent. Rapport du directeur général*, Bureau international du travail, Genève.
- CASSEN, B. (2003), *Tout a commencé à Porto Alegre...Mille forums sociaux!*, Éd. Mille et une Nuits, Paris.
- BOULIANNE, M. et E. BEAULIEU (2004), «Mouvement des femmes, économie sociale et solidaire et développement local en Amérique latine», *Cahiers de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)*, Série Comparaisons internationales no. 8, Université du Québec en Outaouais, 29 pages.
- CASTEL, O.(2002), *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives?*, La Découverte, Paris.
- COMELIAU, C. (2000), «Le postulat de la croissance indéfinie», *Revue internationale des sciences sociales*, UNESCO-ÉRÈS, #166, p.519 à 527.
- DESROCHE, H. (1976), *Le projet coopératif*, Éditions ouvrières, Paris.
- DEVELTERE, P. (1998), *Économie sociale et développement: les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, De Boeck Université, Paris/Bruxelles.
- FALL, A.S. (2003), «Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest-africaine», *Cahiers de la CRDC*, UQO, 52 pages.
- FALL, A.S., FAVREAU, L. et G. LAROSE (dir.) (2004), *Le Sud...et le Nord dans la mondialisation : quelles alternatives? Mondialisation, société civile, États, démocratie et développement*, Presses de l'Université du Québec.
- FALL, A.S. et L. FAVREAU (2003), «Création de richesse en contexte de précarité : une comparaison Nord-Sud et Sud-Sud», *Économie et solidarités*, vol.34, numéro 1, p.168 à 178.
- FAVREAU, L., LACHAPELLE, R. et G. LAROSE (2003), «Économie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud». *Économie et Solidarités*, Hors-série, PUQ, Québec.
- FAVREAU, L., FRÉCHETTE, L., BOULIANNE, M. et S. VAN KEMENADE (2002), «Développement local et économie populaire : l'expérience de Villa el Salvador», *Cahiers de la CRDC*, UQO, 140 pages.

- FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Québec.
- FREIRE, P.(1974), *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero.
- FRÉMEAUX, P.(2003), «Altermondialisme : la nouvelle internationale?», *Revue Alternatives internationales*, nov.-déc., p.6 à 11.
- KALDOR, M., ANHEIR, H. et M. GLASIUS (dir.) (2003), *Global Civil Society 2003*, Oxford University Press, London.
- GRET, M. et Y. SINTOMER (2002), *Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie*, La Découverte, Paris.
- HOUTARD, F. (2003), «Forces et faiblesses de l'altermondialisation», *Monde diplomatique*, novembre, p. 16 et 17.
- HIRSCHMAN, A. (1980), *Les passions et les intérêts*, PUF, Paris.
- HIRSCHMANN, A. (1964), *Stratégie et développement économique*, Éd. Ouvrières, Paris.
- ILLICH, I. (1971), *Libérer l'avenir : appel à une révolution des institutions*, Seuil, Paris.
- LAÏDI, Z. (2003), «La mondialisation entre dans sa phase syndicale», Entretien paru dans la revue *Alternatives internationales*, octobre, p.42 à 45. Voir aussi son plus récent ouvrage *La grande perturbation* aux éditions Flammarion, p.303 à 341.
- LAROCHE, J. (dir.) (2003), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, PUF, Paris.
- LATOUCHE, S. (1991), *La planète des naufragés, essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.
- LATOUCHE, S., (2003), *Justice sans limites*, Fayard, Paris.
- LEBRET, L.-J. (1961), *Dynamique concrète du développement*, Éd. ouvrières, Paris.
- LÉVESQUE, B. (1979), *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*, Éd. Saint-Martin, Montréal.
- LÉVY, M. (dir.) (2000), « La nouvelle question Nord-Sud », *Esprit*, numéro 264, pp.79 à 175.
- LIPIETZ, A. (1999), *Qu'est-ce que l'économie politique? La grande transformation du XXe siècle*, La Découverte, Paris.
- MARTIN, D., METZGER J.-L. et P. PIERRE (2003), *Les métamorphoses du monde, sociologie de la mondialisation*, Éd. Du Seuil, Paris.
- MEISTER, A. (1977), *La participation pour le développement*, Éditions Ouvrières, Paris.
- MYRDAL, A. (1959), *Théorie économique et pays sous-développés*, Éd. Présence africaine, Paris.

- MYRDAL, G. (1978), *Procès de la croissance*, PUF, Paris.
- PEEMANS, J.-P. (1997), *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, L'Harmattan, Paris/Montréal.
- PERROUX, F. (1961), *De l'économie du XXe siècle*, PUF, Paris.
- PERROUX, F. (1981), *Pour une nouvelle philosophie du développement*, Aubier/UNESCO, Paris.
- PORTÈS, A. (1996), *Immigrant America*, University of California Press, Los Angeles.
- RIST, G. (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de sciences politiques, Paris.
- ROSTOW, W. (1970), *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris.
- ROUILLÉ d'ORFEUIL, H. (2002), «Économie, le réveil des citoyens (les alternatives à la mondialisation libérale)», *Alternatives économiques/Syros*, Paris.
- ROUSSELET, M. (1996), *Les tiers-monde*, Édition Le Monde, Paris.
- RUANO-BORBALAN, J.-C. (2003), «La société civile entre mythes et réalités», *Sciences humaines*, numéro spécial #2, mai-juin, p. 94-99.
- SACHS, I. (1997), *L'écodéveloppement, stratégies pour le XXIe siècle*, Syros, Paris.
- SEN, A. (2000), *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris
- STIGLITZ, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.
- TARRIUS, A. (2002), *La mondialisation par le bas, les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland, Paris.
- VIVERET, P. (2003), *Reconsidérer la richesse*, Éditions de l'aube, Paris.
- WIEVIORKA, M. (dir.) (2003), *Un autre monde... voix et regards*, Éd. Balland, Paris.
- WHITAKER, C. (2003), *Propos tenus dans le cadre d'un livre collectif Où va le mouvement altermondialisation?*, Éd. La Découverte, Paris.

Liste des sigles

BM	Banque mondiale
BIT	Bureau international du travail
FMI	Fonds monétaire international
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et des communications
OEP	Organisation économique populaire
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONGD	Organisation non-gouvernementale de développement
ONGI	Organisation non-gouvernementale internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Programmes d'ajustement structurel
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance